



PS

Paris, le 14 septembre 2010

**Communiqué du Bureau national**

***RENTREE UNIVERSITAIRE 2010-2011 : UN SATISFECIT BIEN PEU MERITE***

Dans un exercice d'autosatisfaction dont il est coutumier, le gouvernement défend son bilan à l'occasion de la rentrée universitaire 2010-2011. La réalité vécue dans les universités n'offre pourtant pas matière à louanges. Les moyens comme l'orientation de la politique gouvernementale en matière d'enseignement supérieur et de recherche sont très en deçà des enjeux. Il faut sortir de la crise et construire la société de demain.

La précarité demeure le lot quotidien de nombreux étudiants qui ne disposent pas des moyens d'étudier avec succès. La promesse de Nicolas Sarkozy de leur accorder un 10ème mois de bourse est amputée de moitié, et ne peut être tenue qu'au dépend d'autres besoins de l'enseignement supérieur, rognés d'autant. Quant au logement, une des principales préoccupations des étudiants, nous restons très loin des propositions du rapport Anciaux : le retard accumulé ne se résorbe pas et la pénurie de toits reste criante.

Conséquence de ces difficultés, les bacheliers poursuivent nettement moins leurs études qu'il y a quelques années. Leur nombre stagne, et l'inscription en licence ne progresse que de 0,1%. C'est un grave échec de la politique universitaire du gouvernement, alors que la poursuite d'études est plus que jamais nécessaire pour les individus et pour la société, tout particulièrement en ces temps de chômage massif, cette situation aberrante est un handicap pour notre avenir.

Quant aux mesurette prévues pour réduire l'échec à l'université, elles restent souvent sans effet, faute d'être appuyées sur une amélioration de l'encadrement pédagogique.

La réforme de la formation des enseignants entraîne à la fois de grandes perturbations dans les masters universitaires, et une baisse importante de la qualité de la formation professionnelle. Les résultats ne se sont pas fait attendre : les effectifs de toutes les préparations aux concours de l'enseignement ont baissé de 30 à 50%.

Enfin, la situation budgétaire de nombreuses universités est préoccupante : les dotations de l'Etat ne couvrent pas toujours les transferts de charges induits par la loi LRU. Des déficits de plusieurs millions d'euros sont fréquents.

Mais le pire est sans doute à venir. Les prévisions gouvernementales concernant l'enseignement supérieur et la recherche montrent que le niveau des dépenses va encore décrocher par rapport à l'évolution de l'inflation et de la croissance. Le soi-disant « grand emprunt » n'est qu'une opération de communication : ramené à une dotation annuelle, il représente moins d'un milliard d'euros pour les universités et laboratoires. C'est en réalité une austérité sans précédent qui va toucher l'enseignement supérieur et la recherche.

La situation imposerait au contraire un investissement fort dans ce secteur, comme l'ont compris les autres grands pays : réel développement des universités et des organismes de recherche, plan pluriannuel de créations d'emplois scientifiques, réforme des premiers cycles, allocation d'autonomie, pour que les étudiants puissent enfin se consacrer à leur études et amplification des constructions de logement étudiants.